

## METEO DES MARCHES n°15 à fin avril 2020

(Rédigé le mardi 28 avril 2020)

### Marchés de Taux

	Niveau au 24/04/2020	Niveau au 31/12/2019	
 Eonia (taux 1 jour) (France)	- 0,45 %	- 0,45 %	
 Euribor 3 mois (France)	- 0,19 %	- 0,38 %	
 Euribor 1 an (France)	<b>- 0,08 %</b>	- 0,25 %	
 OAT 10 ans (Etat français)	<b>0,02 %</b>	0,12 %	
 BUND 10 ans (Etat allemand)	- 0,48 %	- 0,19 %	
 T-BOND 10 ans (Etat US)	0,60 %	1,92 %	

**Taux court terme**

**Taux long terme**

### Devises /Or / Pétrole

	Niveau au 24/04/2020	Evol. depuis 31/12/2019	
 Euro / Dollar	<b>1,0823</b>	- 3,47 %	
 Or / Gold (\$/once)	1 714,5	12,83 %	
 Pétrole / Brent (\$/b) 159l	<b>21,9</b>	- 66,83 %	

**Marchés divers**

### Marchés actions

	Niveau au 24/04/2020	Perf. depuis le 31/12/2019	
 CAC40 (France)	<b>4 393,31</b>	- 26,51 %	
 DJ EUROSTOXX 50 (Zone Euro)	2 809,07	- 24,99 %	
 S&P 500 (Etats-Unis)	2 836,74	- 12,20 %	
 NASDAQ (Etats-Unis)	8 634,52	- 3,77 %	
 FOOTSE 100 (Royaume-Uni)	5 752,23	- 23,74 %	
 NIKKEI 225 (Japon)	19 262,00	- 18,58 %	
 MSCI EM (Pays Emergents)	879,41	- 15,72 %	

**Marchés actions**

## Le krach pétrolier a contaminé les marchés financiers !

L'effondrement des cours du brut a dominé la semaine, pourtant très chargée en publications trimestrielles de grandes entreprises qui ont, elles aussi, reflété la crise.

On avait eu l'impression dernièrement, que les marchés avaient un peu oublié la gravité de la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19. Les investisseurs semblaient surtout **rassurés par** la perspective de la **levée** des **mesures** de **confinement** dans certains pays et l'annonce de **plans** de **soutien massifs**. L'économie est revenue sur le devant de la scène, et ce avec tous les attributs d'une **récession grave**. Les cours du **pétrole** se sont effondrés, l'échéance de mai du WTI américain avait même affiché un **prix négatif** entre la chute de la demande et l'insuffisance des capacités de stockage. Les prix sont revenus à des **niveaux** inédits depuis plus de **trente ans**. Les autres indicateurs ont aussi révélé l'ampleur de la crise. Les **Etats-Unis** ont enregistré plus de **26 millions de chômeurs** supplémentaires **en un mois**. L'indice composite d'**activité** dans les **services** et l'**industrie** de la **zone euro** est ressorti à 13,5, un **plancher historique** (il est en expansion au-dessus de 50). Les très nombreuses publications d'entreprises témoignent aussi, pour beaucoup d'entre elles (automobile, hôtellerie, luxe ...) de la catastrophe économique en cours. De plus, même si la Chine a amorcé sa reprise (*à vérifier*), le pire est à venir au deuxième trimestre, en Europe et aux Etats-Unis. Le mois de **juillet** sera **significatif**. Tout d'abord parce qu'il donnera une image beaucoup plus large des conséquences de la crise sur l'activité des sociétés. Ensuite parce que, lors de ces publications semestrielles, les sociétés présentent des résultats, et pas seulement des chiffres d'affaires.

## Quid du déconfinement !

Le **déconfinement** n'est plus une simple réflexion en Europe, il est une **réalité à haut risque**. La reprise sera délicate. Les économistes tablent de plus en plus sur des scénarios du type « L » ou « W » plutôt qu'en « V ». Ainsi, Jean-Jacques Friedman, directeur chez Natixis Wealth Management juge que « **les investissements des entreprises seront reportés pour préserver les trésoreries et les bilans. Il faut craindre également de nombreuses faillites d'entreprises petites et moyennes. Les chaînes de production vont être perturbées par d'inévitables pénuries. Du côté des ménages, la consommation va rebondir par un effet retard. Sans plus !** »

**Et après ?** Il est à craindre une forte **augmentation** de la **fiscalité** pour payer. Les marchés s'inquiètent de cette dette. Des **taxes exceptionnelles** sont déjà évoquées de-ci de-là. Cela renforcerait le risque de rechute de l'économie. « *Toute annonce anxieuse de hausse d'impôt se matérialisera par une dégradation encore plus forte du climat des affaires et, in fine, par une dégradation des perspectives de croissance.* » alerte Louis Anicotte, économiste du cabinet Astérès. Le Fonds Monétaire International (FMI) a montré dans le passé qu'une hausse de la fiscalité de 1 % se traduisait par une réduction du PIB de 1,3 % au bout de deux ans.

## Dans ce contexte, comment agir sur les marchés ?

Nous ne **savons** toujours **rien** du **virus**. Son mode de propagation dans l'air, son temps de survie sur différentes surfaces, sa capacité ou non à frapper une seconde fois une personne guérie restent des énigmes. La vitesse à laquelle un traitement et un vaccin seront trouvés est également difficile à anticiper. Enfin, nous ignorons même si le Covid-19 survivra l'été, qui voit disparaître la plupart des affections respiratoires.

Dans ces conditions, il est très **difficile** d'**établir** des **prévisions économiques** à court terme. Pour 2020, le Fonds Monétaire International (FMI) s'attend à des chutes du PIB de 7,5 % et de 7,2 % dans la zone euro et en France respectivement. Mais l'institution semble dépassée par les événements. N'avait-elle pas maintenu inchangée sa prévision de croissance mondiale fin février, alors que la Chine était à l'arrêt ?

En revanche, il est possible de **s'engager** avec sérieux **sur le moyen terme**. Cette crise sanitaire, qui se double d'une crise économique caractérisée par une profonde récession, laisse transparaître trois grandes thématiques que nous mettons pour partie en avant dans les conseils d'allocations d'actifs : la digitalisation, la santé et l'environnement. Nous restons toujours particulièrement **prudents** à très **court terme** pour **saisir les opportunités** en fonction des raisons développées ci-dessus ainsi que des analyses chartistes et techniques où le risque d'une reprise de la dynamique baissière demeure important au regard des niveaux actuels (**en dessous** de la zone de résistance **des 4 600 points**). Dans un tel scénario baissier, on peut viser un retour vers le support intermédiaire à 3 860 points, puis, en cas d'enfoncement de celui-ci, la zone des 3 600 points.